

## REVALORISATION MASSIVE DES SALAIRES ET CRÉATIONS DE POSTES : C'EST ÇA L'URGENCE !!

*Malgré les prises de paroles du ministre se voulant rassurantes, cette rentrée a été désastreuse pour les personnels comme pour nos élèves. L'effondrement, pourtant prévisible, du nombre de reçu-es aux concours, (dû, entre autres, à la nouvelle réforme des concours), n'a pas été anticipé et vient aggraver la baisse continue des vocations depuis des années.*

**P**our pallier le manque de collègues et assurer la promesse d'un·e enseignant·e par classe, le ministère a eu recours à de nombreux et nombreuses contractuel·les. Recruté·es de manière express, formé·es en à peine 4 jours, ces collègues précaires sont mis en difficulté pour exercer une mission qui nécessite un minimum de formation et d'accompagnement.

Par ailleurs, les moyens de remplacement seront, certainement encore réduits, aggravant les conditions d'études des élèves (notamment celles des élèves les plus fragiles) et dégradant les conditions de travail des personnels.

Ce même « régime sec » en termes de postes concerne toutes les autres catégories de personnels, accentuant la charge de travail à effectuer pour toutes.



En parallèle, la politique salariale dans l'Éducation nationale est catastrophique. L'inflation atteint des sommets (plus de 6 % au mois de juillet et ce n'est pas fini) alors que nos salaires, eux, n'ont augmenté que de 3,5 % seulement. Quant aux promesses de revalorisations du ministre, après 3 années à entendre celles de son prédécesseur, elles ne concerneraient que les enseignant·es oubliant largement les autres personnels, administratif·ves, de santé et sociaux, techniques ainsi que les plus précaires que sont les AESH et AEd. Pour la CGT Educ'action, c'est inacceptable.

issu·es des classes populaires et des conditions de travail des personnels, généralisation de l'expérimentation marseillaise et nouvelle attaque contre l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Le tout sans avoir renoncé à sa réforme des retraites... Face à ces attaques, nous devons absolument mettre fin à cette dangereuse spirale au risque de conduire l'Éducation nationale dans la même crise que l'hôpital.

Des Intersyndicales ont eu lieu dès la rentrée et des communiqués communs ont pu être finalisés appelant, notamment pour la voie pro, à se réunir en Heure d'Information Syndicale. **Le 29 septembre, une journée de grève interprofessionnelle est prévue dans l'agenda social.** La CGT Educ'action appelle tous les personnels à se saisir de cette journée pour revendiquer une revalorisation massive des salaires de l'ensemble des fonctionnaires, une revalorisation de nos métiers, des créations massives de postes dans toutes les catégories de personnels.

La CGT Educ'action a, d'ores et déjà, déposé des préavis de grève pour tout le mois de septembre et elle soutiendra toutes les initiatives ou mobilisations décidées localement.

Inacceptable aussi la volonté de lier la moitié de cette éventuelle augmentation à l'engagement des enseignant·es dans un « pacte » qui n'est que l'application du « travailler plus pour gagner plus ». Quant aux 10 % « inconditionnels », nous n'en connaissons ni le calendrier ni la forme (indemnitaires ou indiciaires). Et seraient-ils « en plus » des 3,5 % ?

Enfin, Emmanuel Macron, refusant d'entendre que l'impopularité de JM Blanquer était autant liée à son mépris à l'égard des personnels qu'à ses réformes, entend poursuivre et intensifier sa politique destructrice du service public d'Éducation : libéralisation de l'École au détriment des élèves